



**CHAMBRE DES COMMUNES  
CANADA**

## **LE CANADA ET LA CRISE AU SRI LANKA**

### **Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international**

**Le président**

**Kevin Sorenson, député**

**MAI 2009**

**40<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 2<sup>e</sup> SESSION**



---

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

Les transcriptions des réunions publiques du Comité sont disponibles par Internet : <http://www.parl.gc.ca>

En vente : Communication Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9

# **LE CANADA ET LA CRISE AU SRI LANKA**

## **Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international**

**Le président**

**Kevin Sorenson, député**

**MAI 2009**

**40<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 2<sup>e</sup> SESSION**



# COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## PRÉSIDENT

Kevin Sorenson

## VICE-PRÉSIDENTS

Paul Crête

Bernard Patry

## MEMBRES

L'hon. Jim Abbott

Johanne Deschamps

Peter Goldring

Deepak Obhrai

L'hon. Bob Rae

Lois Brown

Paul Dewar

James Lunney

Glen Douglas Pearson

## AUTRES MEMBRES

Jean Dorion

## GREFFIÈRE DU COMITÉ

Angela Crandall

## BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

**Service d'information et de recherche parlementaires**

James Lee, analyste et Melissa Radford, analyste

# **LE COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

a l'honneur de présenter son

## **CINQUIÈME RAPPORT**

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié les éléments clés de la politique étrangère canadienne concernant la crise au Sri Lanka et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

## RÉSUMÉ

Au début de 2009, le conflit de longue date au Sri Lanka avait résolument évolué en faveur des forces gouvernementales. Dans les mois qui ont suivi, pendant que le gouvernement du Sri Lanka essayait de remporter une victoire militaire décisive sur les Tigres de libération de l'eelam tamoul (TLET), plus de 100 000 civils restaient piégés à l'intérieur d'une zone qui s'amenuisait constamment dans le Nord-Est du pays. L'action et l'inaction des TLET et du gouvernement ont causé la mort de milliers de civils. La majorité des civils ont réussi à fuir la zone de conflit, mais demeuraient vulnérables dans des camps pour personnes déplacées aux conditions déplorables, administrés par les forces de sécurité gouvernementales. Selon les estimations de l'ONU, il y avait au 11 mai 2009 au moins 50 000 civils restés dans la zone de conflit et près de 200 000 civils installés dans des camps et ayant désespérément besoin d'une aide humanitaire<sup>1</sup>.

Après avoir entendu différents témoins, les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes ont conclu que le gouvernement du Canada devait prendre d'autres mesures d'urgence, tant avec des partenaires aux vues similaires que par ses propres moyens si nécessaire, pour aborder trois enjeux interreliés : 1) la catastrophe humanitaire immédiate dans le Nord du Sri Lanka, qui menace des milliers de civils; 2) les défis à moyen terme de la reconstruction, de la réinstallation et de la gouvernance à la fin des combats; 3) les défis à long terme que représentent la consolidation de la paix et la réconciliation politique au Sri Lanka après des décennies de guerre civile.

### Liste des recommandations

#### Recommandation 1

**Le gouvernement du Canada devrait continuer de demander un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt des hostilités à toutes les parties présentes au Sri Lanka.**

#### Recommandation 2

**Le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts, avec la coopération d'autres États, pour répondre aux besoins humanitaires de tous les civils du Nord-Est du Sri Lanka, y compris ceux qui sont encore dans la zone de combat et ceux des camps de personnes déplacées, en faisant décréter une trêve humanitaire suffisamment longue et par la supervision internationale de l'aide.**

---

<sup>1</sup> ONU, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Sri Lanka: Vanni Emergency », Situation Report 9, 11 mai 2009.

### **Recommandation 3**

**Le gouvernement du Canada devrait être prêt à renforcer l'aide canadienne au Sri Lanka, en collaboration avec d'autres partenaires, dans la mesure où les évaluations sur le terrain et la capacité d'absorption le justifient, tant sur le plan humanitaire que sur celui du développement et de la reconstruction. En plus de veiller à ce que l'aide parvienne aux plus démunis, le gouvernement devrait adopter une stratégie pangouvernementale qui fait en sorte que l'aide canadienne sous toutes ses formes encourage la réconciliation à long terme des communautés au Sri Lanka.**

### **Recommandation 4**

**Le gouvernement du Canada devrait demander au Conseil de sécurité des Nations Unies de s'occuper sérieusement de la résolution du conflit au Sri Lanka et d'enquêter sur la conduite des deux parties pendant le conflit au regard du droit international. Il devrait aussi engager un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka, de concert avec la communauté internationale, en vue de jeter les bases d'une réconciliation politique entre les communautés. Si ces efforts échouent, le gouvernement du Canada devrait envisager des sanctions financières et diplomatiques, notamment en exerçant des pressions pour faire suspendre le Sri Lanka du Commonwealth, de même que des mesures incitatives.**



# LE CANADA ET LA CRISE AU SRI LANKA

## Introduction

Les conflits évoluent. Au printemps 2009, les affrontements de longue date au Sri Lanka ont atteint un stade critique, la situation militaire ayant évolué en faveur des forces gouvernementales. L'organisme réputé International Crisis Group résume ainsi la genèse de la crise actuelle, ainsi que la responsabilité partagée du gouvernement du Sri Lanka et des Tigres de libération de l'eelam tamoul (TLET ou Tigres tamouls) dans le conflit :

Le Sri Lanka a passé le plus clair des 25 dernières années en proie à un conflit violent, qui a coûté la vie à au moins 100 000 personnes dans le Nord et le Sud du pays. Les efforts successifs faits depuis les années 1950 pour résoudre le conflit ethnique entre les Tamouls, qui traditionnellement résident dans les régions du Nord et de l'Est, et les Cingalais, qui se concentrent dans le Sud et le Centre, ont tous échoué.

La nature de la principale organisation nationaliste tamoule, les Tigres de libération de l'eelam tamoul (TLET), a rendu tout accord de paix extrêmement difficile. Les TLET ont été interdits dans de nombreux pays à cause de l'usage qu'ils font des attentats suicides et des enfants soldats, de leurs violations des droits humains et de leur intolérance à toute dissidence au sein de la communauté tamoule.

Les partis politiques dominés par les Cingalais ne sont jamais parvenus à s'accorder sur des propositions raisonnables de partage ou de transfert des pouvoirs qui auraient pu être acceptables pour la vaste majorité des Tamouls. La politique partisane a empêché d'arriver à une approche commune du conflit, et les partis nationalistes extrémistes ont souvent fait avorter les efforts de concessions. Sans une majorité des deux tiers au Parlement – qu'aucun parti ne peut obtenir seul dans le régime électoral actuel –, il n'y a pas de changements constitutionnels possibles. Les TLET n'ont manifesté aucun intérêt pour les propositions de transfert des récents gouvernements, même les plus généreuses<sup>1</sup>.

Devant l'urgence de la situation et afin de mieux saisir l'évolution récente du conflit, le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes a tenu une série d'audiences sur la crise humanitaire et les situations de crise connexes au Sri Lanka en mars et en avril 2009. Il a rencontré à cette fin des universitaires, des représentants d'ONG respectées qui ont une expérience sur le terrain, des membres des communautés tamoule, cingalaise et religieuse de langue tamoule du Canada, ainsi que des représentants gouvernementaux.

---

<sup>1</sup> International Crisis Group, page sur le Sri Lanka, <http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=4459>.  
[traduction]

Le Comité réalise toute la complexité de la conjoncture actuelle, « modelée par des forces historiques, territoriales et socio-économiques, dont le colonialisme, les partis politiques, les questions de caste et la religion », comme l'a indiqué au Comité Bruce Matthews, professeur à l'Université Acadia<sup>2</sup>. Il est également conscient des liens émotifs et familiaux que beaucoup de Canadiens et d'autres personnes dans le monde entretiennent avec ce conflit, qui est pour eux une réalité. Des représentants gouvernementaux ont donné au Comité un aperçu de la réaction du Canada à la crise actuelle au Sri Lanka sur le plan de la diplomatie et de l'aide au développement, ajoutant que le Canada a « répété que ce conflit ne se réglerait pas par la force des armes et continue de réclamer une nouvelle solution politique significative et durable qui répondra aux aspirations légitimes de toute la population du Sri Lanka<sup>3</sup> ». La ministre de la Coopération internationale du Canada s'est rendue dans ce pays au début de mai pour faire part au gouvernement du Sri Lanka des préoccupations de son gouvernement et l'assurer d'une aide supplémentaire.

À la lumière des témoignages entendus, le Comité est convaincu que le gouvernement du Canada doit prendre d'autres mesures urgentes, tant avec des partenaires aux vues similaires que par ses propres moyens, pour aborder trois enjeux interreliés : 1) la catastrophe humanitaire immédiate dans le Nord du Sri Lanka, qui menace des milliers de civils; 2) les défis à moyen terme de la reconstruction, de la réinstallation et de la gouvernance à la fin des combats; 3) les défis à long terme que représentent la consolidation de la paix et la réconciliation politique après plusieurs décennies de guerre civile. Ken Sunquist, sous-ministre adjoint au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), a dit au Comité à la fin d'avril que, même si les TLET méritent leur part de blâme pour la situation actuelle, « [l]e Canada applique au gouvernement du Sri Lanka une norme plus élevée, quant à ses actions et à ses obligations, qu'au groupe terroriste qu'il combat<sup>4</sup> ». Le plus important, par conséquent, est de trouver le meilleur moyen de nouer un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka, qui a largement fait fi des appels à la retenue lancés par la communauté internationale tout au long de la crise, mais sans la coopération duquel la prospérité et la paix durable dans ce pays seront impossibles.

## **Secours humanitaires**

Le défi immédiat le plus pressant du Sri Lanka est la crise humanitaire qui sévit dans le Nord. Par suite d'une campagne militaire soutenue amorcée à la fin de 2007, l'armée sri-lankaise paraissait sur le point d'écraser les TLET au printemps 2009; cette information était cependant difficile à confirmer avec précision, car le gouvernement du Sri Lanka empêchait les journalistes de se rendre dans la zone de conflit et limitait l'accès des travailleurs humanitaires. Des observateurs étrangers et des témoins ont mis en lumière les répercussions sérieuses du conflit sur la population civile. Le 25 mars, Jonathan Papoulidis, de Vision mondiale Canada, a dit au Comité qu'environ 150 000 civils restaient piégés dans la zone :

---

<sup>2</sup> *Témoignages*, réunion 12, 30 mars 2009.

<sup>3</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

<sup>4</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

Leur situation critique ne peut qu'empirer à mesure que le conflit se circonscrit à une bande de terre plus restreinte et que la résistance se fait de plus en plus désespérée. Notre priorité absolue, ce sont les enfants touchés par ce conflit. Des centaines ont déjà été tués, et des milliers d'autres sont pris au piège avec la faible possibilité d'y échapper<sup>5</sup>.

Le 23 mars, Susan Johnston, de la Croix-Rouge canadienne, a indiqué au Comité que « [l]a situation continue absolument de se détériorer<sup>6</sup> ». La Croix-Rouge, a-t-elle expliqué, n'a pas totalement accès à la zone de guerre même si elle a déjà déployé du matériel avec ses partenaires et qu'elle est l'organisme humanitaire qui a le meilleur accès aux civils menacés. M<sup>me</sup> Johnston a demandé que le Canada augmente sa contribution aux opérations de la Croix-Rouge et de ses organismes partenaires actifs au Sri Lanka et a ajouté :

Nous souhaiterions également que le gouvernement du Canada précise aux autorités sri-lankaises qu'on s'attend à ce que les principes fondamentaux du droit humanitaire international soient respectés, c'est-à-dire que les civils devraient avoir accès à l'aide humanitaire. Les personnes habilitées à offrir cette aide devraient donc avoir accès en toute sécurité à la population civile. Ce n'est pas comme cela que les choses se passent actuellement<sup>7</sup>.

Les TLET ont prié la communauté internationale de présider à la négociation d'un cessez-le-feu en février 2009, mais le gouvernement du Sri Lanka a rejeté cette demande, la qualifiant de stratagème pour gagner du temps, se ressaisir et se réarmer. La plupart des témoins étaient favorables à une trêve humanitaire qui permettrait l'acheminement des secours vers les civils coincés dans la zone de combat. Le 6 avril, le gouvernement du Sri Lanka a fait valoir qu'il avait rejeté les demandes de « cessez-le-feu humanitaire » parce qu'elles étaient « irréalistes dans la lutte contre le terrorisme pratiqué par les TLET et vu la nécessité de rescaper les civils pris en otage » et a ajouté que « la plupart de ces demandes étaient vues comme des démarches inconsidérées, inspirées par la propagande pro-TLET<sup>8</sup> ». Le 8 avril, sir John Holmes, secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, a écrit ce qui suit dans un journal britannique :

Pendant que les Tamouls manifestent à Londres, la possibilité d'un bain de sang sur les plages du Nord du Sri Lanka devient de plus en plus réelle. L'armée sri-lankaise a repoussé les Tigres de libération de l'eelam tamoul dans une zone tellement étroite que chaque tir ou bombardement cause inévitablement des victimes parmi les 150 000 à 190 000 civils pris au piège. Des centaines de civils sont morts dans des échanges de coups de feu, quoique leur

---

<sup>5</sup> *Témoignages*, réunion 11, 25 mars 2009.

<sup>6</sup> *Témoignages*, réunion 10, 23 mars 2009.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Gouvernement du Sri Lanka, « Troops Succeed in Massive Humanitarian Intervention – LTTE's Last Position Caves In », ReliefWeb, 6 avril 2009. [traduction]

nombre exact ainsi que l'origine et les circonstances des tirs soient impossibles à vérifier. Il est clair que les TLET refusent de laisser les gens partir – même si beaucoup réussissent à s'échapper d'une façon ou d'une autre –, et je crains que les combattants ne soient en train de se préparer à un affrontement final. La situation est très grave<sup>9</sup>.

Les Nations Unies et d'autres entités ont continué de faire pression en faveur d'une trêve dans les combats qui permettrait aux travailleurs humanitaires d'avoir accès aux civils piégés. Le 11 avril, le Canada, dont le haut-commissaire au Sri Lanka a présidé des réunions d'ambassadeurs de pays aux vues similaires et des Nations Unies en vue de la coordination de l'action humanitaire, a prié à nouveau les deux parties de déclarer une trêve humanitaire<sup>10</sup>. Le 12 avril, le gouvernement du Sri Lanka a annoncé unilatéralement qu'il n'attaquerait pas les TLET à l'occasion des fêtes du nouvel an tamoul et cingalais pour permettre aux civils de quitter la zone dite de sécurité<sup>11</sup>. Le secrétaire des Nations Unies, Ban Ki-moon, a accueilli favorablement cette courte trêve comme « une première étape utile », mais le 15 avril John Holmes, de l'ONU, a dit à la presse que le cessez-le-feu avait été « insuffisant », ajoutant qu'« il est clair que la trêve de 48 heures n'était pas assez longue pour que nous puissions faire entrer tous les secours nécessaires ou autoriser la visite de travailleurs humanitaires. Malheureusement, il est clair, aussi, qu'il y a eu moins de départs de civils pendant la trêve que lors des combats. » M. Holmes a déploré que les TLET aient empêché les civils de partir et que le gouvernement du Sri Lanka manque à sa promesse, maintes fois renouvelée, de ne pas avoir recours à l'artillerie lourde dans la zone<sup>12</sup>.

Le 25 avril, les ministres des Affaires étrangères du G8 ont publié une déclaration pour exprimer leur vive préoccupation devant les nombreuses pertes civiles et la détérioration de la situation dans le Nord du Sri Lanka. Le 29 avril, des représentants du gouvernement canadien ont dit au Comité que, selon l'ONU, entre 50 000 et 100 000 civils restaient piégés dans la zone de conflit et que bon nombre de ceux qui s'étaient échappés étaient gardés dans des camps de personnes déplacées. Ces camps posent de plus en plus de problèmes, entre autres la surpopulation et une pénurie de personnel médical pour les 160 000 personnes déplacées qui se trouvent actuellement dans le Nord. Les fonctionnaires ont ajouté qu'environ 10 000 enfants souffrent de malnutrition et que plus de 1 500 nourrissons ont besoin d'une attention médicale d'urgence. Plus précisément, Ken Sunquist, du MAECI, a indiqué au Comité : « Le gouvernement du Sri Lanka ne peut répondre aux besoins de 160 000 personnes installées dans des camps de personnes déplacées. Il y aura une grande catastrophe, à moins que la communauté internationale n'intervienne<sup>13</sup>. »

---

<sup>9</sup> Sir John Holmes, « Let Them Decide: Civilians Trapped with Tamil Tigers Fighters Must Be Offered an Exit Before Bloodbath Ensues », *The Guardian*, 8 avril 2009. [traduction]

<sup>10</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009. Affaires étrangères et Commerce international Canada, « Le Canada s'inquiète de la sécurité des civils coincés dans la zone de conflit au Sri Lanka », communiqué n° 96, 11 avril 2009.

<sup>11</sup> Ranga Sirilal, « New Years Halt to Sri Lanka Fighting – President », Reuters Foundation, 12 avril 2009, consulté sur ReliefWeb.

<sup>12</sup> Nations Unies, « Ban Ki-Moon qualifie "d'occasion d'avancer vers la fin du conflit" la pause humanitaire de deux jours décrétée au Sri Lanka », SG/SM/12183, 13 avril 2009. « Sri Lanka: Two-day ceasefire "Inadequate" Says UN », IRIN, 16 avril 2009, consulté sur ReliefWeb.

<sup>13</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

Le fait que le gouvernement du Sri Lanka ait refusé l'accès à la zone de conflit et rejeté les demandes de trêve humanitaire pendant des mois tout en essayant d'obtenir une victoire militaire décisive sur les TLET – à la fin d'avril, il ne délivrait toujours pas de visas pour le remplacement des travailleurs humanitaires internationaux – a indéniablement alourdi le bilan des morts chez les civils et fortement aggravé la crise humanitaire. Les TLET aussi méritent de sévères critiques pour avoir empêché les civils de fuir la zone de conflit.

Au début de mai, la ministre canadienne de la Coopération internationale, Bev Oda, s'est rendue au Sri Lanka pour exprimer les préoccupations du Canada. Après avoir rencontré le président et le ministre des Affaires étrangères sri-lankais, la ministre a annoncé l'octroi d'une aide humanitaire canadienne supplémentaire de 3 millions de dollars qui sera versée au Comité international de la Croix Rouge, à Médecins sans frontières, au Programme alimentaire mondial et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ces fonds s'ajoutent à la contribution de 4,5 millions de dollars annoncée en février et portent à 7,5 millions de dollars l'aide canadienne accordée à la population civile du Sri Lanka cette année. La ministre Oda a ajouté que :

Cette situation tragique pour la population civile soulève de graves préoccupations, et c'est la raison pour laquelle notre gouvernement répond aux besoins croissants en matière d'aide [...] Les fonds supplémentaires que nous octroyons serviront à fournir des denrées alimentaires de base, de l'eau, des abris et des soins médicaux aux personnes déplacées. Nous demandons instamment à toutes les parties de déposer immédiatement les armes et de faciliter les déplacements des travailleurs humanitaires afin que ces derniers puissent fournir les secours d'urgence nécessaires<sup>14</sup>.

Le Comité croit fermement qu'à l'heure actuelle la grande priorité internationale au Sri Lanka *doit* être l'action humanitaire.

### **Recommandation 1**

**Le gouvernement du Canada devrait continuer de demander un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt des hostilités à toutes les parties présentes au Sri Lanka.**

### **Recommandation 2**

**Le gouvernement du Canada devrait redoubler d'efforts, avec la coopération d'autres États, pour répondre aux besoins humanitaires de tous les civils du Nord-Est du Sri Lanka,**

---

<sup>14</sup> Agence canadienne de développement international, « Le Canada accroît son aide humanitaire au Sri Lanka », communiqué de presse, 4 mai 2009.

**y compris ceux qui sont encore dans la zone de combat et ceux des camps de personnes déplacées, en faisant décréter une trêve humanitaire suffisamment longue et par la supervision internationale de l'aide.**

### **Aide à la reconstruction et à la réconciliation**

Bien que la priorité immédiate de la communauté internationale au Sri Lanka doive être la crise humanitaire, il ne faut pas oublier les défis à moyen et à long terme. Comme l'a indiqué Ken Sunquist, du MAECI : « Pour l'immédiat, tout ce que nous visons est la survie des gens. À long terme, il faut voir quel genre de vie ces gens mèneront<sup>15</sup>. »

La plupart des témoins étaient d'avis que la fin des combats actuels dans le Nord ne mettrait pas un terme à la violence politique au Sri Lanka, mais constituerait une étape importante dans ce conflit de longue durée. Jonathan Papoulidis, de Vision mondiale Canada, a formulé les observations suivantes :

À cette étape préparatoire de la remise en état et de la restauration, on ne saurait trop insister sur l'importance de s'adapter à la dynamique et à la réalité nouvelles de la région. Le gouvernement sri-lankais exerce un contrôle sur un plus vaste territoire qu'au début des années 1980, ce qui entraîne des répercussions et des perspectives qu'il faut comprendre et traiter correctement pour appuyer la consolidation de la paix<sup>16</sup>.

Après la fin des combats et une fois que les besoins humanitaires immédiats auront reçu l'attention nécessaire, le gouvernement du Sri Lanka aura la tâche difficile, à moyen terme, de rebâtir les collectivités dans la zone touchée, de renvoyer aussitôt que possible les personnes déplacées dans leur lieu d'origine et d'administrer les localités qui étaient jusqu'à récemment sous l'emprise des TLET.

Des tâches semblables ont aussi dû être entreprises au Sri Lanka après le tsunami de 2004 et dans l'Est du pays depuis l'expulsion des TLET en 2007. En mars 2009, l'International Institute for Strategic Studies a fait remarquer que, malgré certains progrès réalisés dans cette région, « on craint une "cingalisation" insidieuse à la faveur de la réinstallation des personnes déplacées, ce qui risque de retarder encore les opérations internationales de secours et de reconstruction<sup>17</sup> ». John Holmes n'a pas mâché ses mots lors d'une récente visite au Sri Lanka, profitant de rencontres avec les responsables gouvernementaux pour faire ressortir « la nécessité d'apaiser les soupçons sur leur intention d'altérer la composition ethnique dans le Nord ou de garder les personnes déplacées contre leur gré dans des camps permanents<sup>18</sup> ».

---

<sup>15</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

<sup>16</sup> *Témoignages*, réunion 11, 25 mars 2009.

<sup>17</sup> International Institute for Strategic Studies, « The Tamil Tigers' Last Stand? », *Strategic Comments*, vol. 15, numéro 2, mars 2009. [traduction]

<sup>18</sup> « Briefing to the Security Council on the Humanitarian Situation in Sri Lanka », déclaration de M. John Holmes, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, 27 février 2009, p. 3. [traduction]

Des témoins ont dit au Comité que le bruit avait couru, il y a plusieurs mois, que le gouvernement du Sri Lanka avait l'intention de transformer les camps de personnes déplacées en camps permanents « d'aide sociale » et qu'il avait subi beaucoup de pressions de l'étranger pour abandonner ce projet<sup>19</sup>.

Les témoins entendus par le Comité ont affirmé qu'après l'octroi d'une aide humanitaire immédiate aux civils piégés dans la zone de conflit et aux personnes déplacées qui se trouvent dans les camps, le Canada devrait contribuer à la reconstruction à long terme du Sri Lanka. Des représentants de l'ACDI ont expliqué au Comité que le Canada coopère depuis longtemps au développement du Sri Lanka, ayant accordé jusqu'à présent plus de 800 millions de dollars à ce titre. Ils ont dit qu'au cours des 15 dernières années, l'aide bilatérale de l'ACDI a aidé à cerner les causes fondamentales du conflit et à en atténuer les répercussions sur les communautés touchées. Le niveau de financement annuel a été de cinq à six millions de dollars, et l'objectif récent du programme est de favoriser le bien-être économique. Un témoin a ajouté que « [l']approche explicite de l'ACDI consiste à œuvrer au Sri Lanka par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile canadiennes et à maintenir un équilibre géographique et ethnique en soutenant des projets dans les régions cingalaise, tamoule et musulmane du pays<sup>20</sup> ».

Dans son témoignage devant le Comité, Jonathan Papoulidis, de Vision mondiale Canada, a indiqué ceci : « Le Canada devrait appuyer un rétablissement de la paix durable qui s'attaque aux causes profondes du conflit, qui habilite les collectivités et les administrations locales, et qui contribue à restaurer les services essentiels et l'infrastructure de base<sup>21</sup>. » Plusieurs témoins voudraient que le Canada augmente son aide et d'autres aimeraient que l'ACDI simplifie ses procédures pour mettre rapidement en branle des projets à petite échelle ou accorde une aide financière en contrepartie des sommes recueillies par les Tamouls canadiens et d'autres sympathisants<sup>22</sup>. Les représentants de l'ACDI ont dit au Comité qu'ils avaient déjà « considérablement simplifié » les procédures pour que des organismes humanitaires fiables du Canada et d'ailleurs qui travaillent sur le terrain acheminent l'aide rapidement. Interrogés sur la possibilité d'une aide accrue, ils ont répondu qu'avant de prendre une décision, il faudrait entreprendre une évaluation sur le terrain de questions comme la capacité du pays d'absorber d'autres fonds<sup>23</sup>.

Kenneth Bush, professeur à l'Université Saint-Paul, a dit que le Canada devrait contribuer tant à la reconstruction qu'au développement général du Sri Lanka, ajoutant que, selon des données remontant à quelques années, les décennies de conflit ont occasionné des dépenses militaires élevées qui ont faussé l'économie de l'île en rendant les localités du Sud dépendantes de l'argent envoyé par les soldats en mission dans le Nord. S'il importe que l'aide parvienne aux plus démunis, il importe encore plus à long terme d'« examiner toute l'aide au développement qui est allouée au Sri Lanka afin de voir si elle contribue, ou non, à

---

<sup>19</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

<sup>20</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

<sup>21</sup> *Témoignages*, réunion 11, 25 mars 2009.

<sup>22</sup> *Témoignages*, réunion 13, 1<sup>er</sup> avril 2009.

<sup>23</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

rassembler les communautés ou à les éloigner l'une de l'autre<sup>24</sup> ». Alexandre Sévigny, professeur à l'Université McMaster, a indiqué que le transfert de l'expertise canadienne dans des domaines comme les communications pourrait être utile pour « jeter des ponts entre les diverses communautés<sup>25</sup> » de pays tels que le Sri Lanka qui ont été déchirés par un conflit ethnique interne. Elliot Tepper, professeur à l'Université Carleton, a plaidé en faveur du « redéveloppement équitable » :

Le redéveloppement équitable signifie que les deux parties au conflit doivent participer au processus et en retirer quelque chose. Il doit apporter dignité et justice, et — si je peux m'exprimer ainsi — prévoir un contenu canadien clair défini par une approche qui est axée sur les mesures d'accommodement, l'inclusion, le partage des pouvoirs. Cette crise particulière peut ouvrir la voie à l'élaboration d'une politique étrangère canadienne à la fois distincte, dynamique et efficace. Toutefois, il faudra déployer certains efforts pour y arriver<sup>26</sup>.

### **Recommandation 3**

**Le gouvernement du Canada devrait être prêt à renforcer l'aide canadienne au Sri Lanka, en collaboration avec d'autres partenaires, dans la mesure où les évaluations sur le terrain et la capacité d'absorption le justifient, tant sur le plan humanitaire que sur celui du développement et de la reconstruction. En plus de veiller à ce que l'aide parvienne aux plus démunis, le gouvernement devrait adopter une stratégie pangouvernementale qui fait en sorte que l'aide canadienne sous toutes ses formes encourage la réconciliation à long terme des communautés au Sri Lanka.**

### **Nouer un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka**

Au cours des audiences du Comité, il est ressorti que, pour atteindre l'objectif à court terme qui consiste à réagir à la crise humanitaire immédiate – par une trêve des combats et une aide suffisante aux civils – et les objectifs à long terme de la reconstruction, du développement et de la réconciliation, le Canada et le reste de la communauté internationale doivent s'attaquer au défi principal : nouer un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka pour obtenir sa coopération. Elliot Tepper a expliqué que la situation délicate au Sri Lanka s'explique en partie par la présence d'un « double complexe de minorité », c'est-à-dire que la population tamoule se considère à juste titre comme une petite minorité dans l'île, alors que la majorité cingalaise se perçoit comme une minorité dans la grande région de l'Asie du Sud. Par conséquent, a-t-il signalé, « les deux communautés souffrent d'un complexe de minorité. Elles ressentent la nécessité de défendre leurs droits collectifs et se comportent en conséquence. Je crois que les causes sous-jacentes de la situation actuelle puisent en grande

---

<sup>24</sup> *Témoignages*, réunion 10, 23 mars 2009.

<sup>25</sup> *Témoignages*, réunion 13, 1<sup>er</sup> avril 2009.

<sup>26</sup> *Témoignages*, réunion 10, 23 mars 2009.



partie leur origine dans cette perception de menace<sup>27</sup>. » Cette mentalité et la perspective, pour le gouvernement, d'une « victoire » après 25 ans de guerre civile ont rendu celui-ci plus sûr de son orientation et moins ouvert à ce qu'il considère comme de l'« ingérence » extérieure.

Par exemple, Bruce Matthews, qui a été le représentant du Canada au sein du Groupe international indépendant de personnes éminentes, invité par le gouvernement sri-lankais à observer et à suivre les délibérations d'une commission présidentielle sur les violations des droits de la personne, a dit au Comité que le Groupe a démissionné après 14 mois de travail frustrant en 2007-2008, « ayant conclu que nos conseils n'étaient pas appréciés et, qu'en fait, ils étaient totalement ignorés par l'État<sup>28</sup> ».

Des témoins ont fait clairement savoir que, même si le Canada entretient depuis longtemps des relations avec le Sri Lanka, entre autres par le truchement d'organisations canadiennes comme le Forum des fédérations, qui offre soutien et conseils relativement à des concepts de gouvernance tels que le fédéralisme, il est peu probable que les autorités sri-lankaises actuelles invitent des représentants de l'étranger à participer de nouveau à ce type de projet dans un avenir rapproché. David Cameron, professeur à l'Université de Toronto, est allé plusieurs fois au Sri Lanka, notamment dans le cadre du Forum des fédérations. Il a indiqué que le Canada et les Canadiens doivent être « réalistes quant à l'influence potentielle qu'ils peuvent exercer ». Au sujet du gouvernement sri-lankais actuel, il a dit ceci :

Le gouvernement sri-lankais se méfie de l'intervention étrangère et, je pense, estime généralement que les tentatives de la communauté internationale ont en fait été, en grande partie, peu utiles au gouvernement et à ses objectifs centraux. Par conséquent, l'espace pour un apport créatif de la communauté internationale à la suite du conflit pourrait être plus restreint qu'on ne le voudrait<sup>29</sup>.

Le Comité reconnaît qu'il faut faire preuve de prudence, mais partage aussi l'avis des témoins qui ont soutenu que le Canada et les autres États aux vues similaires doivent néanmoins *essayer* de nouer un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka. Il pense, à l'instar du gouvernement canadien, qu'« une nouvelle solution politique significative et durable qui répondra aux aspirations légitimes de toute la population du Sri Lanka » est nécessaire. Selon Ken Sunquist, du MAECI, « [i] est impossible de prédire l'avenir de ce beau pays dans les décombres de la situation actuelle, mais il faudra à long terme céder des pouvoirs aux régions<sup>30</sup> ».

Robert Dietz, du Comité pour la protection des journalistes, a apporté une note d'espoir. Il a dit déplorer vivement que le gouvernement du Sri Lanka n'ait pas enquêté de façon satisfaisante sur les meurtres médiatisés et bien planifiés de journalistes :

---

<sup>27</sup> *Témoignages*, réunion 10, 23 mars 2009.

<sup>28</sup> *Témoignages*, réunion 12, 30 mars 2009.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

Le fait est que nous avons constaté que ces attaques contre les médias coïncident d'assez près avec l'intensification des activités militaires du gouvernement dans le Nord et la lutte contre les TLET. Une fois que le gouvernement a décidé de remporter une victoire écrasante et de tenter de mettre fin à cette guerre une fois pour toutes, il a clairement décidé qu'il ne tolérerait plus chez lui la moindre critique des journaux de l'opposition ou de qui que ce soit d'autre<sup>31</sup>.

Malgré tout, il entrevoit une possibilité de dialogue :

Ce n'est pas un gouvernement rempli de maniaques en délire, ni de gens radicaux, aiguillonnés par leur idéologie. Je pense que beaucoup de ses membres appuient cet effort de guerre, lequel suscite, à l'échelle internationale en tout cas, des sentiments mitigés. Mais je pense toutefois qu'il y a encore au sein du gouvernement du Sri Lanka des personnes et des ministères qui sont prêts à écouter ces messages et à les transmettre en amont au président et au reste de sa famille.

Il existe des solutions de sanctions, des solutions d'isolement, des solutions de pressions financières, et je pense qu'il faudrait les envisager. Cependant, je considère encore que c'est un groupe qui a adopté une approche très radicale, mais à qui il est encore possible de parler<sup>32</sup>.

Les représentants canadiens étaient du même avis : « On se méprend. Il y a des Tamouls modérés au sein du gouvernement sri-lankais actuellement, alors ce n'est pas comme si la population était carrément divisée selon les groupes religieux ou ethniques. Il y a des ministres et différentes personnes qui sont tamouls. Nous pouvons travailler avec ceux qui veulent ce qu'il y a de mieux pour la population du pays<sup>33</sup>. »

Il est essentiel de signaler à l'intention du gouvernement du Sri Lanka et d'autres intéressés que la défense des droits des Tamouls, qui forment le gros de la population actuellement en danger, ainsi que l'appui à la réconciliation politique à long terme et au droit des groupes de défendre leurs intérêts de manière pacifique et démocratique n'impliquent pas le soutien aux TLET. Les TLET sont une organisation terroriste qui a été interdite au Canada et dans beaucoup d'autres pays et qui lutte depuis plus de 25 ans pour la création d'un État tamoul indépendant sur le territoire sri-lankais en utilisant des tactiques qui incluent les attentats suicides et l'utilisation d'enfants soldats.

Comme l'a indiqué au début de mars l'International Crisis Group:

---

<sup>31</sup> *Témoignages*, réunion 11, 25 mars 2009.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

Le gouvernement du Sri Lanka est habilité, en droit international, à réagir aux attaques terroristes et à protéger son intégrité territoriale. Mais la destruction des Tigres au prix de milliers de vies civiles est un moyen sûr d'aliéner profondément les Tamouls du Sri Lanka, de radicaliser les Tamouls du monde entier et de perpétuer les effusions de sang<sup>34</sup>.

Il a ajouté : « Il incombe à la communauté internationale de faire tout en son pouvoir pour préserver les moindres chances de dialogue politique pouvant mener à un règlement durable du conflit au Sri Lanka et à une réconciliation entre les communautés<sup>35</sup>. »

Tout en condamnant la violence exercée par toutes les parties, Yoga Arulnamby, de l'Association of Sri Lankan Graduates of Canada, a dit au Comité :

Et qu'on le veuille ou non, la majorité des Tamouls pensent que les TLET, malgré la violence qu'on leur reproche, sont le seul groupe à avoir défendu obstinément leurs droits [...] Nombre de Tamouls trouvent les actes des TLET justifiés, puisqu'ils pensent que sans eux, la population tamoule aurait été rayée de la carte ou aurait souffert encore plus aux mains des forces armées sri-lankaises.

Mais surtout, a-t-il ajouté, « les Tigres tamouls doivent partager le blâme avec les gouvernements successifs [du Sri Lanka] pour le statu quo qui perdure. La violence est venue des deux côtés, comme l'ont noté différentes organisations, et ce sont toujours des Tamouls innocents qui font les frais des brutalités commises de part et d'autre<sup>36</sup>. »

Bien que certains Tamouls puissent encore voir les TLET comme les « combattants de la liberté », il est impossible de jauger véritablement l'appui dont bénéficie cette organisation, étant donné sa violence et les autres tactiques qu'elle emploie à l'égard des Tamouls modérés qui peuvent être plus disposés à vouloir des accommodements politiques. Au sujet de la majorité cingalaise, Elliot Tepper a indiqué dans son témoignage :

[...] la communauté cingalaise, pour l'instant, ressent un élan triomphaliste, sauf que tout le monde est las de cette guerre. Les gens veulent la paix. Si nous arrivons à mettre de l'avant des propositions qui comportent [...] des éléments équitables, les dirigeants vont être obligés de conclure une entente<sup>37</sup>.

Jonathan Papoulidis, de Vision mondiale Canada, a présenté des recommandations sur les moyens de nouer un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka. Il a vivement encouragé le gouvernement du Canada « à appuyer le gouvernement sri-lankais dans les mesures qu'il prendra pour garantir une paix et un développement durables ». En ce qui concerne la

---

<sup>34</sup> International Crisis Group, « Sri Lanka Conflict Risk Alert », 9 mars 2009. [traduction]

<sup>35</sup> *Ibid.* [traduction]

<sup>36</sup> *Témoignages*, réunion 10, 23 mars 2009.

<sup>37</sup> *Témoignages*, réunion 10, 23 mars 2009.

coordination de l'action internationale, il a recommandé que le Canada dirige les efforts visant à nommer un envoyé spécial des Nations Unies pour la crise en cours : « Le gouvernement sri lankais a établi que les Nations Unies sont le point de contact dans le cadre de la stratégie des partenaires internationaux. Il sera donc possible de coordonner le tout et de donner des conseils directement<sup>38</sup>. »

Il a aussi recommandé ce qui suit :

[...] il faudrait surtout qu'une délégation se rende au Sri Lanka, de préférence au cours des trois prochains mois. Composée de parlementaires de tous les partis, de hauts fonctionnaires, d'experts et de représentants d'organismes d'aide, la délégation ferait le bilan de la situation humanitaire et formulerait des recommandations au gouvernement et au comité sur la façon de favoriser la paix, la restauration et le développement à long terme dans la région touchée<sup>39</sup>.

Au sujet des meilleurs moyens que peut prendre la communauté internationale pour se faire entendre par le gouvernement du Sri Lanka, les témoins ont plaidé pour l'exercice de pressions économiques et politiques concertées. Certains ont suggéré que le Canada exerce des pressions pour faire suspendre le Sri Lanka du Commonwealth. D'autres ont souligné que ce pays continuera d'avoir besoin de secours humanitaires immédiats et d'une aide à long terme, y compris l'assistance du Fonds monétaire international, pour surmonter les effets de la crise financière mondiale. Interrogé sur la possibilité de refuser cette aide, Ken Sunquist, du MAECI, a répondu qu'en agissant ainsi on perdrait vraisemblablement toute capacité future d'influencer les comportements, ce qui se ferait au détriment de la population sri-lankaise. Il a affirmé que les Canadiens et d'autres pourraient être tentés d'avoir recours à des sanctions à l'égard du gouvernement du Sri Lanka vu la situation actuelle, mais qu'il serait plus efficace d'utiliser des mesures incitatives à court terme pour s'assurer d'une coopération à long terme<sup>40</sup>. Surtout, la communauté internationale doit mettre tout en œuvre pour convaincre le gouvernement du Sri Lanka qu'une attitude de retenue et d'ouverture à une solution politique est dans son intérêt supérieur à long terme.

#### **Recommandation 4**

**Le gouvernement du Canada devrait demander au Conseil de sécurité des Nations Unies de s'occuper sérieusement de la résolution du conflit au Sri Lanka et d'enquêter sur la conduite des deux parties pendant le conflit au regard du droit international. Il devrait aussi engager un dialogue avec le gouvernement du Sri Lanka, de concert avec la communauté internationale, en vue de jeter les bases d'une réconciliation politique entre les communautés. Si ces efforts échouent, le gouvernement du Canada devrait envisager des sanctions financières et diplomatiques, notamment en exerçant des pressions pour faire suspendre le Sri Lanka du Commonwealth, de même que des mesures incitatives.**

---

<sup>38</sup> *Témoignages*, réunion 11, 25 mars 2009.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Témoignages*, réunion 15, 29 avril 2009.

## Diaspora sri-lankaise du Canada

Environ 250 000 personnes d'origine sri-lankaise – des Tamouls en majorité – vivent maintenant au Canada. Beaucoup d'entre elles ont fui leur pays d'origine en raison même du conflit entre le gouvernement du Sri Lanka et les TLET. Le Comité a entendu des représentants de la communauté tamoule et de la communauté cingalaise présentes au Canada. Ces témoins, et d'autres, se sont dits très inquiets par la crise actuelle et ont exprimé leur point de vue sur l'historique et l'évolution du conflit.

Le Comité partage l'avis d'un bon nombre de témoins qui ont soutenu que le gouvernement du Sri Lanka et les TLET ont *chacun* une part importante de responsabilité dans la situation actuelle au Sri Lanka. Il reconnaît aussi que le conflit a atteint un point critique, car le gouvernement du Sri Lanka semble être sur le point d'éliminer les TLET comme force militaire. Certains témoins pensent tout de même que la guérilla se poursuivra probablement dans les décennies à venir.

Une chose est claire d'après les témoignages de membres de la communauté tamoule canadienne : certains Tamouls du Canada craignent que le gouvernement sri-lankais ne fasse pas que tuer les membres des TLET, mais profite de la crise actuelle pour éliminer la minorité tamoule du Sri Lanka. Bien que le gouvernement sri-lankais nie fermement que ce soit le cas, le fait que les Tamouls du monde entier partagent cette crainte est très révélateur de leur profond sentiment de méfiance, qui devra tôt ou tard être dissipé pour qu'une paix durable puisse s'installer.

Le conflit actuel au Sri Lanka illustre une réalité du système planétaire dont le Canada fait partie. Pour certains Canadiens, le Sri Lanka est un pays éloigné qui n'a pas vraiment de lien direct ou concret avec les intérêts nationaux du Canada. Pour d'autres, l'issue du conflit dans ce pays est une question cruciale, et c'est ce qui a été démontré à chaque réunion du Comité. La société canadienne du XXI<sup>e</sup> siècle est une mosaïque multiculturelle dont la force réside dans l'intégration de gens issus de tous les pays du monde. Cette réalité entraîne d'importantes répercussions pour les décideurs, les parlementaires et les citoyens canadiens. Les préoccupations et les intérêts qui étaient autrefois considérés comme nationaux ou propres au Canada ne peuvent plus être différenciés aussi facilement des grands événements internationaux. Autrement dit, les événements au Sri Lanka ont de l'importance non seulement pour la politique étrangère du Canada, mais aussi pour des milliers de Canadiens.

Une des répercussions du conflit sri-lankais sur le Canada, par exemple, est le fait que l'on s'inquiète sérieusement des efforts des TLET au Canada et dans d'autres pays pour recueillir des fonds et établir leur influence. Le Comité a été profondément troublé par les témoignages et les articles de journaux qui ont rapporté que des partisans des TLET pratiquent l'intimidation et l'extorsion auprès de la grande communauté tamoule du Canada. Le financement des groupes terroristes est illégal au Canada, mais la suppression de pratiques comme l'intimidation et l'extorsion est à l'évidence tout un défi. En avril 2009, la GRC a rendu publics des documents qui indiquent qu'un organisme canadien sans but lucratif, le World Tamil Movement of Ontario, aurait été sous le contrôle direct des TLET. Selon le

*National Post*, « le gouvernement du Canada a inscrit le World Tamil Movement sur sa liste officielle des entités terroristes en juin dernier; il affirme que cet organisme sert de paravent aux Tigres tamouls et l'accuse d'avoir recours aux menaces et à l'intimidation pour solliciter des dons auprès de Canadiens d'origine sri-lankaise<sup>41</sup> ». Un autre article récent a décrit comme suit les activités du gouvernement canadien dans ce domaine : « L'automne dernier, une escouade antiterroriste a perturbé des cérémonies en l'honneur des Tigres tamouls à Toronto en décourageant les propriétaires de louer des salles à des partisans des Tigres et en affichant sa présence dans les stationnements. Cette dernière mesure a donné aux familles tamoules convoquées de force une excuse pour ne pas se présenter<sup>42</sup>. » Bien que son mandat ne s'étende pas à l'application des lois internes, le Comité demande instamment au gouvernement de revoir, avec la collaboration d'autres autorités, les meilleurs moyens de mettre un terme aux activités illégales en faveur des TLET, qui – les députés en sont convaincus – sont le fait d'une petite minorité au sein de la communauté tamoule canadienne.

### **Maintien de l'attention et des efforts de la communauté internationale**

Enfin, quelle que soit l'action menée par le Canada et d'autres pays face à la situation de crise actuelle au Sri Lanka, ils doivent prendre en considération cet extrait du témoignage de David Cameron :

[...] étant donné que le Sri Lanka est un très petit pays, une petite île dans l'océan Indien, et non un centre de conflits comme le Moyen-Orient, il peut facilement tomber dans l'oubli. Il sera difficile de garder la question du Sri Lanka et du traitement équitable des minorités au cœur des préoccupations de la communauté internationale.

Ce sera un grand défi, mais je pense qu'il est très important de donner notre point de vue et d'exercer des pressions sur le Sri Lanka, même si, à court terme, cela n'a pas un impact important<sup>43</sup>.

Le Comité y voit une invitation à garder la question du Sri Lanka à l'ordre du jour au Canada et dans la communauté internationale et à continuer d'agir même si le succès ne paraît pas assuré. Comme l'a dit aux députés Noor Nizam, musulman de langue tamoule originaire du Sri Lanka, la paix n'est pas « pour nous, mais pour la prochaine génération<sup>44</sup> ».

---

<sup>41</sup> Stewart Bell, « Charity in Tiger Control: Police – Dossier Released; Tamil Group Told to Raise \$7 Million, Mounties Allege », *National Post*, 16 avril 2009. [traduction]

<sup>42</sup> Daniel Stoffman, « Are We Safe Yet? », *The Walrus*, mai 2009, p. 39. [traduction]

<sup>43</sup> *Témoignages*, réunion 12, 30 mars 2009.

<sup>44</sup> *Témoignages*, réunion 13, 1<sup>er</sup> avril 2009.

# ANNEXE A

## LISTE DES TÉMOINS

Organisations et individus	Date	Réunion
<p><b>Association of Sri Lankan Graduates of Canada (ASGC)</b>            Yoga Arulnamby, président            Raj Thavaratnasingham, membre du comité exécutif</p>	2009/03/23	10
<p><b>Croix-Rouge canadienne</b>            Susan Johnson, directrice générale            Opérations internationales            Faisal Mahboob, gestionnaire de programmes            Pakistan et Sri Lanka, Opérations internationales</p>		
<p><b>Université Carleton</b>            Elliot Tepper, agrégé supérieur de recherche et chargé            d'étude principal            Norman Paterson School of International Affairs et Centre for            Security and Defence Studies</p>		
<p><b>Université Saint-Paul</b>            Kenneth Bush, professeur adjoint            Programme, Études de conflits</p>		
<p><b>Congrès Tamoul canadien</b>            David Poopalapillai            directeur des relations publiques et porte-parole national            Sharmila Rajasingam, membre            Harini Sivalingam, directrice des politiques</p>	2009/03/25	11
<p><b>Vision mondiale Canada</b>            Jonathan Papoulidis, conseiller principal en politiques            Consolidation de la paix et questions humanitaires</p>		
<p><b>À titre personnel</b>            Robert Dietz, coordonnateur du programme pour l'Asie,            Comité pour la protection des journalistes</p>		
<p><b>Université Acadia</b>            Bruce Matthews, professeur émérite</p>	2009/03/30	12
<p><b>Sri Lanka United National Association of Canada</b>            Mahinda Gunasekera, président            Asoka Weerasinghe, membre</p>		
<p><b>Université de Toronto</b>            David R. Cameron, président            Département de science politique</p>		

Organisations et individus	Date	Réunion
<p><b>Université McMaster</b>  Alexandre Sévigny, professeur adjoint  Département des études en communications et multimédia</p>	2009/04/01	13
<p><b>Sri Lanka United National Association of Canada</b>  Muttukumar Chandrakumaran  Hasaka Ratnamalala, membre du comité exécutif</p>		
<p><b>Communauté chrétienne Tamoul de Montréal (Catholique)</b>  Andrew Thavarajasingam, le révérend père</p>		
<p><b>À titre personnel</b>  Noor Nizam</p>		



# ANNEXE B

## LISTE DES MÉMOIRES

---

### Organisations et individus

---

**À titre personnel** Thavarad, Kumudhini

**Communauté chrétienne** Andrew Thavarajasingam, le révérend père  
**Tamoul de Montréal (Catholique)**

# DEMANDE DE RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux pertinents ([séances nos 10, 11, 12,13, 14, 15, 16, 17 et 18](#)) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,

Kevin Sorenson, député